



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article149>

Démocratie en Mauritanie

# Défis et enjeux de l'après-transition

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 19 avril 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

**« Le véritable enjeu qui se pose aujourd'hui est celui de l'après-transition et ses défis auxquels tout le monde doit être préparé ». C'est en ces termes que le président de l'Union des Forces du Progrès (UFP), M.Mohamed Ould Maouloud avait introduit le 3 janvier 2005 son discours de candidature à la présidentielle de 2007. L'unanimité sur les enjeux et les défis qui se posent à ce stade de l'évolution historique de la Mauritanie n'a jamais été aussi grande au sein de l'intelligentsia politique et intellectuelle du pays, et les voies pour les dépasser aussi divergentes, qu'au terme de la transition qui s'est achevée le 19 avril dernier et qui a été couronnée par l'élection démocratique d'un nouveau Président de la République, Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi.**

Opposants et maîtres du pouvoir absolu d'hier, sont aujourd'hui conscients qu'à part les querelles d'hommes, les préoccupations et les objectifs défendus ici ou là sont presque, en tout point, identiques. La « capacité à élaborer ensemble une forme de lien social, librement assumé » pour animer l'espace public, telle que développée par Jean-Louis Laville, sociologue au CNRS-CRIDA lors d'un entretien à Label France, est celle-là même qui devait sous-tendre la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale. Selon Jean-Louis Laville en effet, « quand on postule à vivre dans une société de citoyens libres et égaux, se pose le problème de vivre ensemble, puisque le système social n'est plus garanti par référence à une transcendance ».

### **Démocratie participative ou représentative ?**

Les populations mauritaniennes aspirent de plus en plus à une démocratie participative plutôt qu'à une démocratie représentative. Alors que l'opposition démocratique aspire à une gouvernance d'union nationale, les caciques de l'ancien régime, éclaté au sein du « Mithaq », continuent à s'agripper à la logique du plus grand nombre, un système classique d'exclusion-absorption qui a abouti à la bipolarisation dangereuse du champ politique et conduit au coup d'Etat du 3 août 2005. Le principal enjeu de l'après-transition, celui exprimé par l'ensemble des Mauritaniens, aussi bien ceux qui ont fait gagner Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi le 25 mars 2007, que ceux qui avaient voté pour ses dix-huit concurrents, réside dans la manière de concilier entre les différents CHANGEMENTS que l'ensemble des candidats à la présidentielle avaient érigés en slogans de campagne. A commencer par le Président élu. Jamais en effet, les Mauritaniens qui ont goûté pour la première fois aux fruits sucrés de la liberté retrouvée, et plongé pendant dix-neuf mois dans un climat de consensus, de dialogue et de libre expression, n'ont manifesté avec autant d'angoisse, cette soif de rupture avec les pratiques et les us de treize années de pouvoir militaire et de quinze années de régime autoritaire. Aujourd'hui, à l'aube d'une nouvelle République, la Mauritanie est à la croisée des chemins, les pieds sur les strapontins d'un nouveau départ qui la propulsera vers un avenir de paix et de prospérité, ou la ramènera en arrière, vers une situation d'instabilité sociale, d'animosité politique, et peut-être, vers un autre Conseil ou Comité militaire. En cela, le changement réclamé par l'opinion publique nationale commence d'abord par un changement d'hommes, tant il est vrai que « le poisson pourrit par la tête ». Kane Hamidou Baba, Vice-président du Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) ne disait-il pas, à quelques jours du deuxième tour de la présidentielle « l'enjeu, c'est bel et bien quelle Mauritanie voulons nous bâtir, avec quels hommes et pour quel programme... »

### **Du gouvernement d'union nationale**

Les enjeux, c'est surtout la capacité du prochain Président de la République à « consolider les acquis démocratiques », tel que recommandé par le Conseil de Sécurité et de Paix de l'Union Africaine lors de la levée de suspension de la Mauritanie au sein de l'instance africaine. Il faudrait par une alchimie démocratique nouvelle, que Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi parvienne à s'entourer d'une équipe vierge hautement compétente, pour déjouer la sociologie

politique régnante, celle des calculs d'intérêt et des considérations identitaires. Aussi, pense-t-on que son souci maintes fois exprimé lors de sa campagne électorale, de réaliser l'unité nationale et de contribuer à l'instauration d'un Etat de droit, a beaucoup contribué à sa victoire lors de la présidentielle de mars dernier. Et c'est là, où apparaît le premier paradoxe de l'après-transition. Un président élu, soutenu par un camp qui ne partage pas toute sa philosophie du pouvoir, alors que ses adversaires politiques l'approuvent. La question d'un gouvernement d'union nationale, ou de consensus, continue ainsi de diviser la classe politique. C'est le premier défi qui attend le Président de la République. Celui qui imprimera à la démocratie mauritanienne sa véritable dimension. Un accident de parcours historique ou un réel processus d'évolution. Pourtant, ceux qui s'entêtent aujourd'hui à refuser le partage du pouvoir avec l'opposition, c'est-à-dire ceux qui l'ont toujours conservé comme une plate-bande privée, les personnalités du « Mithaq » en l'occurrence, semblent avoir la mémoire courte. Leur nostalgie du passé, totalement en déphasage avec l'aspiration du peuple mauritanien, n'aura comme résultat qu'un retour vers la situation de crise politique qui avait amené les militaires au pouvoir. Déjà en 2003, Bâ Boubacar Moussa, 1er Vice-Président de l'UFP, dans une contribution à la [« Mauritanie, l'Afrique et les enjeux majeurs de notre monde » paru dans Sud Quotidien](#), disait avec prémonition que « le salut se trouve dans la capacité des forces politiques mauritaniennes à s'engager, par le dialogue et les négociations à trouver des solutions de compromis qui pourrait prendre la forme d'un gouvernement d'union nationale ». Si une telle idée était encore impensable sous Ould Taya et les barons du PRDS, malgré la secousse du putsch manqué du 8 juin 2003, cette proposition est aujourd'hui d'actualité, car le pouvoir, pour la première fois, est passé des mains du véritable détenteur, le peuple, vers un homme à qui il a confié son destin et qu'il pourra défaire dans cinq ans. Ce dernier, Sidi Ould Cheikh Abdallahi, lors de sa profession de foi reconnaissait d'ailleurs que « la véritable transition sera la période qui suivra la transition actuelle », signifiant par là que « la recherche du plus grand consensus devra être une préoccupation majeure, qui ne devra laisser que peu de place aux querelles et aux divisions dont les quinze dernières années ont été témoins ». Les défis, nombreux et complexes à relever, dictent aujourd'hui un tel consensus pour résoudre les difficultés liées à la forte demande sociale (pauvreté, chômage...), le dysfonctionnement du tissu économique, la soif de justice et d'équité, « ce qui requiert incontestablement, selon lui, un Etat qui se conçoit autrement que ne se concevait celui que nous avons connu par le passé et une administration organisée autrement, et agissant différemment que celle que nous avons... »

### Défis

Relever les défis immédiats qui se posent à la Mauritanie, et que Abdel Nasser Ould Yessa avait judicieusement développé dans la Tribune du 27 décembre 2006, citant par ordre d'urgence « ...la fracture dans la communauté (passif humanitaire, déportés : NDLR), le déficit de gestion vertueuse, la vulgarisation de la capote seul préventif du Sida, la formation qualifiante en production de biens concrets, l'économie de ressources et l'arrêt de la désertification », est une préoccupation majeure assez partagée par l'ancienne opposition et sa pendante de l'ex-majorité, pour dicter la conjugaison des compétences et la participation de tous dans les solutions. Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, qui se définit lui-même comme un Président qui n'a « aucune allégeance politique, de quelque nature que ce soit, aucun précédent, aucun ressentiment, aucun engagement partisan, qui pourrait contrarier la poursuite des engagements » qu'il avait pris, a toute latitude pour concilier les exigences d'une Mauritanie plurielle, débarrassée de ses démons et ouverte vers l'avenir. Et cet avenir-là, dépendra essentiellement de la capacité des prochains maîtres du pays à écarter l'Armée des affaires politiques et à lui ôter tout alibi pour un retour « salvateur » au pouvoir.

Cheikh Aïdara